

CORONAVIRUS : REGARDS SUR UNE CRISE

Cette série de contributions s'efforce de mettre en partage les réflexions, observations, témoignages et questionnements que suscitent, chez chacun d'entre nous, les développements de l'épidémie et les multiples conséquences qu'elle aura aussi bien à court qu'à long terme.

LE VIRUS N'A PAS VAINCU L'OPACITÉ CHINOISE

11 avril 2020 | Par Chloé Froissart, Maître de conférences en science politique au département d'Études chinoises de l'université Rennes 2, ancienne directrice du Centre franco-chinois en sciences sociales de l'université Tsinghua, Pékin.

« Le Parti communiste chinois a menti, ment et continuera de mentir à propos du coronavirus pour protéger le régime [de la RPC] », écrivait Bloomberg, mercredi 1er avril, sur la foi d'un rapport classé secret des services de renseignement américains. Si des défaillances de la politique sanitaire sont apparues en France et dans d'autres pays européens, les dirigeants de nos démocraties auront à répondre, en temps et en heure, de leur manque d'anticipation et de leur impréparation, qui les ont amenés à déclarer l'état d'urgence sanitaire. Rien de tel dans un régime « autoritaire-post-totalitaire » comme celui de la Chine qui, comme l'avait souligné Vaclav Havel, est consubstantiellement lié au mensonge d'État^[1], ce que démontre une nouvelle fois la crise du Covid-19.

UN SYSTÈME DE PRÉVENTION DES ÉPIDÉMIES POURTANT PARMIS LES MEILLEURS DU MONDE

Depuis l'épidémie de SRAS en 2003, la Chine s'était pourtant on ne peut mieux préparée au retour d'une grande épidémie, tant sur le plan scientifique que sur celui de la gouvernance.

[1] Vaclav Havel, « Le pouvoir des sans-pouvoir », in *Essais politiques*, Paris, Seuil, coll. Points, 1991, p. 72 et suivantes.

Dès 2004 avait été mis en place un système informatique couvrant tout le territoire chinois permettant aux médecins et aux hôpitaux de déclarer directement tout cas suspect de maladie contagieuse à l'État central dans les deux heures qui suivaient sa découverte.

Si ce système a joué un rôle important dans le contrôle de certaines maladies comme la grippe aviaire H7N9 en 2013, il est devenu, au fil du temps, de plus en plus soumis au politique au niveau local. Les hôpitaux, qui répondent également à la bureaucratie de l'État-parti aux niveaux municipal et provincial, ont pris l'habitude d'en référer en premier lieu aux cadres locaux pour éviter de les prendre en défaut. Or ces derniers, par peur d'être tenus responsables de « mauvaises nouvelles » et de perdre leur poste, ont caché la vérité à Pékin. Les autorités sanitaires centrales ont été informées de l'épidémie non par le système de notification mis en place à cet effet, mais après que des lanceurs d'alerte inconnus – sans doute des médecins inquiets de la situation – ont divulgué deux documents internes[2]. Pendant ce temps, plus de 400 personnes ont été appréhendées par la police pour avoir répandu des soi-disant « rumeurs[3] », dont le docteur Li Wenliang[4].

Or, même après que Pékin eut été informé et eut prévenu l'OMS le 31 décembre, les autorités de Wuhan ont continué à mentir sur l'ampleur de l'épidémie, niant l'existence de nouveaux cas entre le 12 et le 17 janvier, afin de mener à bien les sessions annuelles des assemblées locales et les festivités du Nouvel An chinois, allant même jusqu'à organiser un banquet de 40 000 personnes le 18 janvier[5]. Les autorités de Wuhan ont également fixé des critères de confirmation des cas extrêmement étroits afin de cacher la transmission d'homme à homme, pourtant connue du Centre de contrôle des maladies dès début janvier : un patient avait contaminé 14 soignants à Wuhan, et une famille entière, dont aucun des membres ne s'était rendu à Wuhan, avait été contaminée à Shenzhen.

Le Centre a également sa part dans ce mensonge d'État. Le maire de Wuhan a noté lors d'une interview télévisée fin janvier – peu avant d'être démis de ses fonctions – qu'il avait transmis « très tôt » des informations concernant le coronavirus aux autorités compétentes, mais qu'il n'avait pas été autorisé à divulguer ces informations au public.

[2] <https://www.nytimes.com/2020/03/29/world/asia/coronavirus-china.html>

[3] <https://duihua.org/dui-hua-digest-march-2020/#cases>

[4] Le Dr Li Wenliang fut l'un des premiers à sonner l'alarme sur le virus dans un petit groupe de discussion en ligne fin décembre. Il a été arrêté et forcé de signer une déclaration désavouant ses commentaires. Atteint du Covid-19, sa mort, le 7 février, a provoqué une vague de chagrin et de colère, ainsi que des appels à la liberté d'expression sur le Web chinois. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/11/chloe-froissart-le-coronavirus-revele-la-matrice-totalitaire-du-regime-chinois_6029132_3232.html

[5] <https://chinachange.org/2020/02/09/the-regret-of-wuhan-how-china-missed-the-critical-window-for-controlling-the-coronavirus-outbreak/>

La transmission d'homme à homme n'a été officiellement admise que le 19 janvier, le marché de Wuhan a été fermé le 21 et la ville mise en quarantaine le 23, soit plus de deux mois après l'apparition du premier cas, le 17 novembre 2019[6]. Entretemps, plus de 5 millions de personnes avaient quitté Wuhan et plus de 7 millions avaient transité par la ville en janvier, selon les données des téléphones portables publiées par des opérateurs chinois[7]. Des scientifiques estiment que si des mesures avaient été prises une semaine avant, 2/3 des contaminations auraient pu être évitées, et, trois semaines avant, ce sont 95 % des cas qui auraient été évités[8].

Par ailleurs, les informations sur le virus ont été partagées par la communauté scientifique chinoise sans l'accord du gouvernement chinois, qui a même pris des mesures de rétorsion à l'encontre des scientifiques. Dès le 5 janvier, deux centres de recherche, l'un à Wuhan, l'autre à Shanghai, avaient identifié le virus et séquencé son génome[9]. Le centre de Shanghai a signalé sa découverte à la Commission nationale de la santé le même jour, recommandant que des « mesures de prévention et de contrôle » soient prises dans les lieux publics. L'équipe a publié ses résultats sur des sites de partage des données scientifiques le 11 janvier, après avoir constaté que les autorités n'avaient pris aucune mesure pour avertir le public du coronavirus[10]. En représailles, le centre de recherche a été fermé, tandis que le ministre des Sciences et Technologies rappelait que les chercheurs devaient prendre en compte les intérêts de la nation et du peuple chinois et ne publier leurs résultats qu'une fois l'épidémie contrôlée[11]. C'est donc en dépit des pressions politiques que les scientifiques chinois ont informé le monde du nouveau virus et que des kits de détection ont pu être développés rapidement.

[6] <https://www.scmp.com/news/china/society/article/3074991/coronavirus-chinas-first-confirmed-covid-19-case-traced-back>

[7] <https://www.nytimes.com/interactive/2020/03/22/world/coronavirus-spread.html>

[8] <https://www.nytimes.com/2020/03/29/world/asia/coronavirus-china.html>

[9] <https://chinachange.org/2020/02/09/the-regret-of-wuhan-how-china-missed-the-critical-window-for-controlling-the-coronavirus-outbreak/>; <https://www.scmp.com/news/china/society/article/3052966/chinese-laboratory-first-shared-coronavirus-genome-world-ordereddated: 12:49am, 29 Feb, 2020>

[10] <https://www.scmp.com/news/china/society/article/3052966/chinese-laboratory-first-shared-coronavirus-genome-world-ordereddated: 12:49am, 29 Feb, 2020>

[11] <https://chinachange.org/2020/02/09/the-regret-of-wuhan-how-china-missed-the-critical-window-for-controlling-the-coronavirus-outbreak/>

DES CHIFFRES QUI NE SONT PAS CRÉDIBLES

Le samedi 4 avril, jour de la Toussaint chinoise (Qingming), les chiffres officiels faisaient toujours état de 82 900 contaminations et de 3 207 morts au Hubei (56 millions d'habitants), et de 3 335 morts pour l'ensemble de la Chine (1,4 milliard d'habitants)[12]. Ces chiffres ne sont évidemment pas crédibles au regard du développement de la maladie dans les autres pays affectés. Le Royaume-Uni, avec une population comparable à celle du Hubei, annonçait une semaine auparavant qu'il s'estimerait chanceux si le nombre de morts ne franchissait pas la barre des 20 000. En dépit du fait que les journalistes étrangers comme chinois n'aient pas accès aux crématoriums, des témoignages et photos circulant sur les réseaux sociaux font état de longues queues se formant depuis le 23 mars devant les crématoriums de Wuhan, où les familles attendent plusieurs heures avant de récupérer les cendres de leurs proches.

Ce qui est sûr en revanche, c'est que la censure continue, en dépit des allégations réitérées de transparence du gouvernement chinois. Pour avoir posté ce type de témoignage, une avocate de Wuhan a été sommée par la très officielle Association des avocats de retirer son article et de se repentir. Partant de l'hypothèse que les 84 jours de Wuhan fonctionnent sans arrêt et que chaque crémation prend une heure, Radio Free Asia estime le nombre de morts à 46 800[13]. Bien qu'essentiels à l'étude de l'épidémie, les chiffres réels ne seront jamais connus, et ceux qui tenteront de dresser une liste nominative des personnes décédées du Covid-19 s'exposeront certainement au même sort que l'artiste dissident Ai Weiwei, qui fut emprisonné pour avoir dressé une telle liste à la suite du tremblement de terre du Sichuan en 2008. Pour s'assurer que le deuil ne se transforme pas en grief contre l'État[14], le PCC a interdit aux familles, en ce jour de Toussaint, de se rendre sur les tombes afin d'éviter tout rassemblement, et a déclaré le 4 avril jour de deuil national, enjoignant la population à honorer, derrière les postes de télévision, l'âme des « martyrs » – au rang desquels figure désormais le docteur Li Wenliang – qui se sont sacrifiés pour combattre l'épidémie.

UN DÉFI INÉDIT POUR LE PCC

Pourquoi la Chine a-t-elle menti ? Et pourquoi ne peut-elle que continuer à mentir ? Avant tout, parce que le Parti communiste chinois joue son maintien au pouvoir.

[12] <https://ncov.dxy.cn/ncovh5/view/pneumonia?scene=1&clicktime=1579658546&enterid=1579658546&from=groupmessage&isappinstalled=0>

[13] <https://www.rfa.org/english/news/china/wuhan-deaths-03272020182846.html>

[14] Comme ce fut le cas du mouvement démocratique de 1989, déclenché par un rassemblement d'étudiants place Tian'anmen venus honorer le dirigeant réformateur Hu Yaobang qui venait de décéder.

Contrairement aux régimes démocratiques, la continuité de l'État en Chine est associée à celle du parti unique. Comme le notait en aparté un haut fonctionnaire chinois peu avant le début de la crise, « en Occident, lorsque les dirigeants politiques perdent le soutien de la population, il leur suffit de se retirer après avoir perdu les élections. Mais nous n'avons pas de système de ce genre. Et nous ne pouvons pas échouer. Nous sommes donc constamment sous pression[15] ».

Le PCC, en quête perpétuelle de légitimité, ne peut faillir : il doit sans cesse justifier le bien-fondé de son pouvoir sans partage. C'est d'autant plus le cas sous Xi Jinping qui, en recentralisant à l'extrême la gouvernance du pays et en instaurant un pouvoir personnalisé comme la Chine n'en avait pas connu depuis Mao, a mis fin au mode de gouvernement collégial et pragmatique qui avait prévalu avant son arrivée au pouvoir. La concentration extrême de tous les pouvoirs dans les mains de Xi, en le mettant en première ligne, le rend d'autant plus vulnérable. Aussi « Papa Xi » (Xi dada), comme se plaisent à le nommer certains médias, a disparu pendant plus de deux semaines au plus fort de l'épidémie, ayant pris soin de mettre le Premier ministre Li Keqiang et le vice-Premier ministre Sun Chunlan entre lui et la population de Wuhan, où il ne s'est rendu que le 10 mars pour récolter les fruits de la « victoire » contre l'épidémie.

Cette concentration des pouvoirs met aussi le PCC dans l'impossibilité d'admettre des erreurs et de les rectifier. Alors que toute transparence est désormais associée au chaos, seules les informations positives doivent être rapportées. En témoignant les unes rocambolesques du *Quotidien du Peuple* qui, alors même que la Chine était au plus fort de l'épidémie, étaient consacrées aux visites effectuées plusieurs mois auparavant par le Président aux familles rurales pauvres pour s'assurer que son plan pour la prospérité était bien mis en œuvre[16].

XI JINPING ATTAQUÉ DE TOUTES PARTS

Pourtant, Xi Jinping n'a pas échappé à une profonde remise en cause, tant au sein de la population que du pouvoir. Plusieurs appels à la démission ont été lancés par des intellectuels respectés, que ce soit l'avocat Xu Zhiyong, le professeur de droit constitutionnel Xu Zhangrun ou le célèbre entrepreneur immobilier Ren Zhiqiang. Tous ont disparu depuis. La tenue à l'écart des médias a suscité la renaissance d'un journalisme citoyen : Fan Bing, Chen Qiushi ou Li Zehua ont mieux informé la population chinoise et le monde au sujet de l'épidémie que ne l'a fait le PCC. Tous ont disparu également.

[15] <https://www.courrierinternational.com/article/vu-du-japon-la-chine-veut-sattribuer-tous-les-merites-dans-la-gestion-de-lepidemie-de-covid>

[16] <http://chinamediaproject.org/2020/02/24/what-ails-the-peoples-daily/>

Quelques bloggeurs, notamment la célèbre écrivaine Fang Fang, ont pu continuer à s'exprimer en ligne, notamment parce que ces voix-là, qui expriment ce que beaucoup de gens pensent, permettent au PCC de prendre le pouls de l'opinion publique. La population dans son ensemble n'a pas été en reste, prenant de court les censeurs de l'Internet tant les critiques étaient nombreuses, notamment lors du décès du Dr Li. À Wuhan, les équipes d'inspection de l'État central ont été accueillies par des « Tout est faux » criés par les citoyens depuis leurs balcons, et la campagne de gratitude à l'égard de Xi Jinping, que le nouveau maire de Wuhan a voulu organiser lors de la visite du Président, a provoqué tant de moqueries et de sarcasmes que le maire a dû y renoncer. Xi a même été nommément mis en cause par un membre de l'Association chinoise pour la promotion de la démocratie[17], dans un article analysant les cinq mécanismes systémiques qui ont conduit à la crise, mais qui conclut cependant que la première responsabilité revient à Xi Jinping. Preuve que la désapprobation a atteint les rangs du Parti : le livre Notre grand pays lutte contre l'épidémie (Daguo zhanyi) faisant l'éloge de la manière dont Xi a géré la crise a été retiré de la vente quelques jours après sa sortie[18].

LA CHINE SAUVEUR DU MONDE ?

C'est parce que Xi n'a réussi que partiellement à reconquérir l'opinion publique chinoise, et pour tenter de masquer une réalité sapant les efforts de Pékin pour se présenter à l'international comme une grande puissance responsable, que la bataille s'est déplacée à l'étranger. Pour faire oublier l'origine chinoise de la pandémie (due aux dysfonctionnements politiques du régime), le ministère des Affaires étrangères chinois a eu recours à la théorie du complot, alléguant que le virus avait été instillé par l'armée américaine, puis qu'il serait venu d'Italie. Dans une rare manifestation publique de désaccord au sein du Parti, ces allégations ont cependant été critiquées par l'ambassadeur chinois aux États-Unis, pour qui l'origine du virus ne peut être déterminée que par les scientifiques.

Quand les pays occidentaux ont été, à leur tour, touchés par l'épidémie, Pékin a tout fait pour légitimer son modèle totalitaire de gestion de la crise en dénigrant leur gestion chaotique associée, selon le gouvernement chinois, à la démocratie, tentant de faire oublier au passage que la Corée du Sud et Taiwan sont parvenues à vaincre l'épidémie sans revenir sur les acquis de la démocratie. Enfin, la Chine se présente comme le sauveur du monde, distribuant des masques à grand renfort de propagande, alors que les dons d'équipements médicaux dont elle a bénéficié, notamment de la part de la France en janvier, s'étaient faits en silence et qu'elle n'a pas hésité à revendre aux États-Unis, plus offrants, des commandes initialement destinées à la France.

[17] L'un des cinq petits partis dits « démocratiques » qui contribuent à la façade républicaine du régime chinois.

[18] <https://www1.hkej.com/hkejwriter/article/id/2400336>

Il n'en reste pas moins vrai que la Chine a vaincu l'épidémie et que l'aide tant publique que privée de la Chine au continent africain dépasse largement celle des pays occidentaux transitant par l'OMS[19]. Mais on ne peut qu'être frappé par la violence de cette nouvelle guerre froide qui se déchaîne actuellement dans la presse chinoise et sur les réseaux sociaux, Pékin déployant des efforts colossaux pour instiller le virus de la désinformation et de l'impérialisme. Preuve que le PCC joue son va-tout, le discours nationaliste – auquel il a régulièrement recours pour renforcer la cohésion nationale – a gagné en virulence ; il est désormais empreint d'une haine à l'égard des valeurs libérales et d'un mépris – qu'on pensait d'un autre âge – à l'égard de ses tenants.

Le plus troublant est que la campagne de désinformation menée par les médias chinois n'aurait sans doute pas été si efficace si l'OMS n'avait pas consciencieusement préparé le terrain en ne tarissant pas d'éloges sur la manière dont Pékin avait géré la crise, vantant la « transparence » du gouvernement chinois et allant jusqu'à dire qu'il a créé un modèle de gestion des crises sanitaires à venir. L'OMS a refusé de déclarer l'urgence sanitaire internationale jusqu'au dernier moment, tout en continuant à exhorter les autres pays à ne pas imposer d'interdiction de voyager ni à prendre d'autres mesures drastiques qui isoleraient la Chine, et a également refusé, sous la pression de Pékin, d'autoriser Taiwan à participer aux séances d'information sur le coronavirus, empêchant par là même les démocraties occidentales d'apprendre de l'expérience taïwanaise. De fait, la part des financements chinois dans le budget de l'OMS, bien que restant très en dessous des financements américains, n'a cessé d'augmenter ces dernières années, tandis que l'actuel directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, ancien ministre de la Santé de l'Éthiopie, accusé d'y avoir couvert trois épidémies de choléra, doit à la Chine son élection à la tête de l'OMS[20].

S'il ne fait aucun doute que nous avons tout intérêt à collaborer avec la Chine afin de surmonter l'une des plus grandes crises humanitaires et économiques que le monde moderne ait connues, cela ne doit pas néanmoins conduire à la dédouaner, ni à adopter son mode de gestion de la crise, à dépendre d'elle pour nos approvisionnements vitaux ou à adhérer à son discours. Le pire serait, en effet, que la Chine, ainsi qu'y travaille le PCC, ne gagne sur le plan diplomatique la bataille des interprétations de cette pandémie qu'elle a provoquée.

[20] <https://www.cfr.org/blog/who-and-china-dereliction-duty>; <https://nationalinterest.org/blog/buzz/china-helped-put-man-charge-world-health-organization%E2%80%94it-paying-136002>